

Entretien avec le quotidien « Ouest-France »
(paru le jeudi 11 mai 2006)

Questions posées à Laurent Lafforgue par Bernard Le Solleu :

Comment un mathématicien de haut vol tel que vous, peut-il s'intéresser à l'école et à ses programmes ?

Ma famille et moi lui devons tout. Mes parents, ingénieurs, ont suivi des études longues, mais mes quatre grands-parents appartenaient à des milieux populaires. Nous sommes un exemple parmi des millions qui, en France, ont accédé au savoir et connu une ascension sociale grâce à l'école. Voilà pourquoi je suis révolté par le désastre actuel.

Qu'est-ce qui vous autorise à poser ce diagnostic ? Vous-même n'enseignez pas.

Non, mais j'ai enquêté en recueillant et lisant un très grand nombre de témoignages, en particulier ceux des professeurs, mais aussi de parents d'élèves, de lycéens et d'étudiants. Je me suis occupé de jeunes comme animateur d'aumônerie catholique, et dans un cadre de soutien scolaire. Les élèves ne possèdent plus de culture historique, littéraire, scientifique ou mathématique. J'ai vu leurs manuels. Une déstructuration totale. Les programmes sont sinistrés. Les savoirs simples, indispensables, ont été négligés, noyés dans l'accessoire. L'orthographe, la grammaire, les conjugaisons, la lecture, tous les apprentissages fondamentaux ont été remis en cause dans la « nouvelle école ». Des professeurs de sciences ne peuvent plus enseigner parce que leurs élèves ne comprennent pas les énoncés abstraits qui exigent une connaissance structurée, approfondie de notre langue.

En novembre dernier, vous êtes nommé au Haut Conseil de l'Éducation et très vite démissionné. Vous avez violemment attaqué les experts de l'Éducation nationale, traités de Khmers rouges. Pourquoi ?

Ces propos n'étaient pas destinés à devenir publics. Je n'ai pas d'expérience de ces comités feutrés. Mais cela traduit ce que je pense. La situation de l'instruction en France est très grave. On ne pourra la redresser en faisant appel à ceux qui l'ont mise dans cet état, en trente ans, à force d'expérimentations et de nouvelles doctrines pédagogiques répandues par les IUFM, véritable institution d'empoisonnement de l'Éducation nationale. Surtout, que l'on n'accuse pas les enseignants d'immobilisme. Ils ont subi des réformes en cascade, avalé toutes les couleuvres, et quand ils rechignent, on les traite de réactionnaires.

Le collègue, auquel accèdent tous les enfants, est considéré comme le maillon faible du système. La « massification » de l'enseignement explique-t-elle les difficultés actuelles ?

L'école primaire est massifiée depuis 1880. Elle est le maillon le plus important, sur lequel les autres sont assis. Jusqu'aux années 60, nous avons eu sans doute la meilleure école primaire du monde. Si je compare le certificat d'études d'il y a 50 ans et le bac d'aujourd'hui, eh bien je vous assure que pour la maîtrise des savoirs fondamentaux, le premier était d'un niveau supérieur au second. Je m'inscrivis en faux contre l'idée que le collègue est le maillon faible du système. Aujourd'hui, tous les maillons sont faibles.

L'idée de ces pédagogues tant décriés, est de favoriser l'autonomie de l'élève. Bonne idée ?

Le malheur est que l'on a le résultat contraire. Les bacheliers d'aujourd'hui, même en section « S », ne sont plus entraînés au raisonnement. On fait illusion avec des mots savants, mais on n'apprend plus que des procédures automatiques sans intérêt. L'autonomie réelle suppose une maîtrise des connaissances de base, et d'abord de la langue, qui permet de penser par soi-même. Ne plus enseigner aujourd'hui correctement le français, se détourner des grands auteurs du passé, de la culture, des sciences, c'est terrible. On prive les jeunes générations des moyens de la liberté intellectuelle, et de la liberté tout court. On prépare la ruine de la France.

Vous êtes désormais l'un des porte-parole des associations qui veulent sauver les lettres, les enseignements classiques, le grec, le latin. Doit-on vous appeler les traditionalistes ?

Pas seulement les lettres mais toutes les disciplines, tout ce qui constitue l'instruction. Chez ces enseignants entrés en « résistance » se rencontrent toutes les sensibilités, de l'extrême gauche au conservatisme. Je suis catholique, j'y côtoie beaucoup d'athées et de libres-penseurs et une majorité d'enseignants de gauche et d'extrême gauche. Le combat pour l'instruction nous réunit, contre des programmes débiles et la baisse générale des exigences. Les élèves d'aujourd'hui ne sont pas moins doués que ceux d'autrefois. On nous dit : beaucoup ne parlent pas français chez eux. On oublie qu'en 1920, par exemple, un élève sur deux parlait un patois ou une langue régionale.